

# Génocide des Tutsis, Rwanda 1884 – 1995

DATE

Avant 1882

1882

1884

1896

1916

1919

## CONTEXTE APPARENT

La distinction Hutu, Tutsi, Twa existe au même titre que les clans et d'autres critères de stratification sociale. Si l'on entend par ethnïe un groupe de gens partageant les mêmes caractères de civilisation, langue, religion, coutumes, les trois catégories, hutu, tutsi, twa ne constituent pas, au Rwanda, des ethnies différentes.

## CONTEXTE OCCULTÉ

À la recherche des « sources du Nil », les premiers voyageurs, à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, sont fascinés par ces royaumes à l'organisation sociale très structurée et commencent à échafauder une représentation de ces sociétés en prise avec l'obsession raciale de l'époque. Les missionnaires, soucieux de contrer l'expansion des commerçants musulmans faisant du trafic d'esclaves par Zanzibar, étaient à la recherche d'un royaume chrétien sur le modèle de l'Éthiopie. Or, la

religion rwandaise révérant un dieu unique, Imana, les missionnaires s'enthousiasèrent, les conversions en seraient simplifiées.

Expansion et structuration du royaume central du Rwanda, dont l'aristocratie se dit tutsie. Les royaumes périphériques sont généralement hutus. Les allemands pratiquent une administration indirecte reposants sur les Tutsis.

**1882**

Incursion de 4 jours d'un explorateur autrichien.

**1894**

Le comte allemand Gustav Adolf von Goetzen entre officiellement au Rwanda à la tête d'une troupe de 620 soldats.

**1896**

Coup d'État de Rucunshu, avec assassinat de Mibambwe IV (1895-1896), puis intronisation de Yuhi V (roi de 1896 à 1931).

**1916**

Pendant la Première Guerre mondiale, dans le cadre de liquidation de l'Empire colonial allemand, les Belges chassent les Allemands du Rwanda ou Ruanda-Urundi, et occupent à leur tour le pays.

**1919**

Le Traité de Versailles attribue le Rwanda à la Belgique.

## ÉVÉNEMENT APPARENT

## ÉVÉNEMENTS

## ET FAITS OCCULTÉ

Les Allemands s'appuient sur les missionnaires, les Pères blancs en particulier, pour prendre le contrôle du pays. Ils aident le roi tutsi à asseoir son pouvoir sur les rois hutu.

Lors de la colonisation, les ethnologues européens et les Pères blancs de l'Église catholique contribuent à la diffusion d'une histoire du Rwanda fortement discutable. Les premiers habitants auraient été des Pygmées, certainement ancêtres des Twa actuels. Pour les Pères Blancs, le Rwanda était divisé, jusqu'à l'arrivée des premiers colons, en trois groupes :

- Les artisans, des Twa ;
- Les chefs de sol, principalement des Hutu ;
- Les chefs de pâturages, des Tutsi (venus d'Éthiopie).

**1869**

*J'ai en face de moi un continent de deux cents millions d'êtres humains dont je me demande, chaque jour, si nous devons en faire des hommes, des chrétiens, ou si nous les laisserons pour des siècles à l'état de bêtes sauvages.*

Mgr Lavigerie, 1869,

fondateur des pères blancs

**1925**

*[Les Twas sont] une race en voie de disparition… Le Mutwa réunit assez bien au physique l'aspect général du singe dont il hante les forêts; [Les Hutus sont] petits, trapus, ont la figure joviale, le nez largement épaté, les lèvres énormes. Ils sont expansifs, bruyants, rieurs et simples; [Le Tutsi] de bonne race n'a, à part la couleur, rien de nègre. Sa taille est très haute. Ses traits, dans la jeunesse, sont d'une grande pureté: front droit, nez aquilin, lèvres fines s'ouvrant sur des dents éblouissantes. D'intelligence vive, souvent d'une délicatesse de sentiment qui surprend chez des primitifs, possédant un extraordinaire empire sur lui-même, sachant sans effort se montrer bienveillant…*

1907-	Richard Kandt, allemand
1916-1919	Justin Malfeyt Commissaire royal, belge
1919-1929	Alfred Marzorati Commissaire royal, belge
1929-1930	Henri Postiaux Vice-gouverneur, belge
1930-1932	Charles Voisin Vice-gouverneur, belge
1932-1946	Eugène Jungers Vice-gouverneur, belge
1946-1949	Maurice Simon Vice-gouverneur, belge
1949-1952	Léon Pétilion Vice-gouverneur, belge
1952-1955	Alfred Claeys-Boutiaert Vice-gouverneur, belge
1955-1962	Jean-Paul Harroy Vice-gouverneur, belge

GOUVERNEURS DU RUANDA-URUNDI

*La colonisation [...] était une œuvre d'amour.*

Colonel Tauzin, 2013,

chef d'un régiment de forces spéciales,

chef de l'opération secrète de 1993

**Octobre 1959**

Le colonel Logiest, décrivant les « trois races » en octobre 1959, reconnaît que ce sont les Européens qui ont importé cette notion de **race supérieure** :

*Les Hutu, de race bantoue, représentaient 85 pour cent de la population.*

*Ils cultivaient les «mille collines» et étaient étroitement inféodés dans le système politique et social dominé par les seigneurs tutsi.*

*Bon nombre d'Européens, et non des moindres, estimaient que leurs caractéristiques raciales les destinaient tout naturellement à des tâches serviles, au service de la race supérieure des Tutsi. Le fait historique de leur asservissement semblait bien le prouver.*

Colonel Logiest, *Mission au Rwanda. Un Blanc dans la Bagarre Tutsi-Hutu*, Didier Hatier, 1988

1853-1895	Kigeri IV (Rwabugiri)	1853, selon A. Kagame, 1860, selon Vansina
1895-1896	Mibambwe IV (Rutarindwa)	Assassiné
1897-1931	Yuhi V (Musinga)	Démis par les Belges à l’instigation de l’Église
1931-1959	Mutara III (Rudahigwa)	Mort subitement après une visite auprès d’un médecin belge
1959-1961	Kigeri V (Ndahindurwa)	Démis lors du coup d’État de Gitarama

LES ROIS DU RWANDA





## 1975

## 1976

## Giscard d'Estaing

Fin des années 80 Les démocrates et les Hutus du Sud s'opposent aux Hutus du Nord proches du président Habyarimana, qui tentent par tout les moyens de préserver leur pouvoir et leur enrichissement. La dérégulation des cours internationaux des matières premières

## DEUXIÈME RÉPUBLIQUE HUTU

20 septembre 1979 Action conjointe de la SDECE (ancienne DGSE) et du 1<sup>er</sup> RPIMA pour renverser Bokassa 1<sup>er</sup>. Interventions française au Tchad, au Zaïre au Liban.

12 mars 1985 Signature entre le Zaïre et le Rwanda d'un accord secret de défense et de coopération en matière de renseignements.

### 1975

Juvénal Habyarimana fonde son parti, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND). Le 24 décembre 1978, seul candidat, il est élu Président de la République avec 98,99 % des suffrages.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

À partir de 1975 Malgré sa dictature, Juvénal Habyarimana séduait les démocraties occidentales et fait passer son pays pour la « Suisse de l'Afrique ». L'aide internationale au développement arrive. Même les journalistes qui ont développè les critiques les plus violentes contre lui, lui étaient plutôt favorables dans les années 1980.

1978 Une nouvelle constitution est adoptée. Chaque Rwandais, dès sa naissance, est intégré au parti unique fondé par le Président, le MRND (Mouvement Révolutionnaire National pour le Développement). Lors des élections présidentielles, Habyarimana est élu avec 99 % des voix.

Armes	Date	Remarque
12 AML	6 mars 1967	20 <span> </span> % payé par Rwanda
2 Alouette III	26 avril 1967	don
18 véhicules blindés	1976	don MMC 1.3 MF
12 véhicules blindés	1977	don MMC
1 Alouette III	1977	don MMC
12 véhicules blindés	1978	don MMC
1000 pist. , 1000 fusils	1978	don Mindef 6.7 MF
16 véhicules blindés	1979	don MMC
1 hélicoptère	1980	don
2 hélicoptères Gazelle	septembre 1981	don
1 hélicoptère Dauphin	octobre 1981	don

PRINCIPALES LIVRAISONS D'ARMES JUSQU'EN 1981'

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

## 1986

## 1987

## 1988

entraîne la chute du cours du café. La situation économique du Rwanda et sa dette se détériorent. La population augmente et l'Église catholique s'oppose à une politique de limitation des naissances.

## DEUXIÈME RÉPUBLIQUE HUTU

## 1989

2 août 1990 Début de la guerre du Golfe. Effectifs français envoyés durant l'opéra-tion Daguet : 19 000 hommes (terre: 12 000, air: 1 160, mer: 2 400, réserves à Djibouti: 3 400), 15 navires, 60 avions, 120 hélicoptères, 40 chars d'assaut, 100 chars légers, 600 blindés, 18 pièces d'artillerie.

1989 Début de la guerre du Golfe. Effectifs français envoyés durant l'opéra-tion Daguet : 19 000 hommes (terre: 12 000, air: 1 160, mer: 2 400, réserves à Djibouti: 3 400), 15 navires, 60 avions, 120 hélicoptères, 40 chars d'assaut, 100 chars légers, 600 blindés, 18 pièces d'artillerie.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

1986 Le gouvernement rwandais annonce que le pays est trop peuplé pour pouvoir accueillir les réfugiés.

1987 Fondation du FPR, le Front Patriotique Rwandais. À majorité Tutsie et rejoint par des opposants hutus au président, il a pour vocation le retour des exilés au Rwanda. *Le Rwanda est considéré comme un pays stable, modernisé.*

### 1987

12 mai 1988 Le colonel Mayuya dont Habyarimana voulait faire son dauphin, représente un danger pour l'AKazu, le clan de Madame la Présidente. Le colonel Serubuga le fait assassiner. Ceux qui critiquent sont assassinés: la députée Nyiramutarambirwa, le journaliste Sindambiwe, l'ancien ministre Muganza.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

1987 Juvénal Habyarimana sympathise avec François Mitterrand. Ce dernier l'assure du soutien militaire de la France. On peut penser que des intérêts géostratégiques, le voisinage du riche Zaïre livré au chaos, des trafics aussi obscurs que fructueux avec le régime de l'apartheid en Afrique du Sud ont contribué à sceller une véritable amitié entre les deux hommes.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

26 août 1992 Ce n'est que quelques jours après la signature d'un accord de paix avec le FPR qu'est signé un avenant étendant la coopération aux FAR par remplacement des mots « Gendarmerie rwandaise » par « Forces armées rwandaïses » dans les articles 1 et 6 de l'accord de 1975. L'engagement de militaires français dans - les combats et dans les opérations de maintien de l'ordre jusqu'à ce texte de 1992, n'a donc aucun fondement légal. Cette correction a la vertu de faire passer un militaire français pour un coopérant et donc de contourner les accords de paix en cours à Arusha.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

## QUADRILLAGES DES VILLAGES

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

1973 *Dans chaque préfecture un préfet, appartenant au parti [le parti unique MRND], avait pour mission d'organiser le quadrillage des communes, elles-mêmes quadrillées en quartiers, chaque quartier étant divisé en îlots de dix maisons placés sous l'autorité et la surveillance constante d'un fonctionnaire du parti surnommé "Monsieur dix maisons".*

Audition de José Kagabo, 31 mars 1998, Enquête sur la tragédie rwandaise 1990-1994

La commune occupe un vaste territoire, l'habitat étant très dispersé, et regroupe en moyenne 40 à 50 000 habitants. Ensuite chaque commune est quadrillée en secteurs d'environ 5 000 personnes, les secteurs sont découpés en cellules de cent familles en moyenne représentant environ 1 000 personnes. Tout en bas, il y a un responsable pour dix maisons.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

1982 Le colonel rwandais Bagosora, surnommé « le cerveau du génocide », participe en France

à une session de l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale sur le thème « Politique de défense des États Africains ». Au programme : *Menaces internes/Défense civile : face aux menaces subversives, rôle du ministère de l'Intérieur, qui met en place une double hiérarchie civile et militaire pour co-gérer la défense civile. S'associer avec les structures sociales et religieuses. Suivre le déplacement de la population, les orienter. Contrôle étroit des populations récemment implantées. Percevoir les menaces subversives.*

— Les radars Rasura sont des radars de surveillance rapprochée qui détectent la présence d'hommes ou de véhicules.

— La France a livré au Rwanda cinq hélicoptères Gazelle avant octobre 1990 et ses coopérants en assurent la maintenance. Avec les 6 Gazelle livrés après cette date par la France et les 3 achetés à l'Égypte, les FAR disposent au total

## 1987

## 1988

## 1989

### Mitterrand

Le pays fait face à une impasse économique, ajustement structurel, désespoir de la jeunesse, montée de l'opposition, aspirations au pluralisme. Le Rwanda dépend pour une grande part de l'aide internationale sur laquelle le clan présidentiel prélève sa part. Le régime vacille.

## 1990

1987 Jean-Christophe Mitterrand est nommé par son père conseiller pour les Affaires africaines à l'Élysée.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

1987 La réaction extrémiste incarnant la logique génocidaire prend à la fois une forme brutale, fondée sur la propagande raciste, et une forme plus subtile visant à désintégrer l'opposition intérieure.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

## 1990

## 1991

## 1992

### Mitterrand

29 juin 1981 Les réfugiés rwandais au Zaïre perdent leur citoyenneté. La qualité de Zaïrois revient à ceux qui peuvent prouver qu' « un de leurs ascendants a été ou est membre d'une des tribus établies sur le territoire de la République du Zaïre dans ses limites du 1<sup>er</sup> août 1885 ».

## 1993

23 septembre 1990 Le bureau de l'Agence France Presse à Nairobi demande à son correspondant à Kigali de vérifier les informations selon lesquelles de nombreuses troupes armées tutsi ont pris position sur la frontière ougan-do-rwandaise, prêtes à fondre sur le Rwanda.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

## 1990

## 1991

## 1992

### Mitterrand

29 juin 1981 Les réfugiés rwandais au Zaïre perdent leur citoyenneté. La qualité de Zaïrois revient à ceux qui peuvent prouver qu' « un de leurs ascendants a été ou est membre d'une des tribus établies sur le territoire de la République du Zaïre dans ses limites du 1<sup>er</sup> août 1885 ».

## Guerre du Golfe

23 septembre 1990 Le bureau de l'Agence France Presse à Nairobi demande à son correspondant à Kigali de vérifier les informations selon lesquelles de nombreuses troupes armées tutsi ont pris position sur la frontière ougan-do-rwandaise, prêtes à fondre sur le Rwanda.

Le président Juvenal Habyarimana en 1982.

Le président Ju













1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

Mathieu Ngirumpatse remplace Habyarimana au pouvoir.

1994

1994

1994

## N TURQUOISE

22 juin 1994
Toute interposition, notamment à l'encontre du FPR, était exclu par le mandat reçu de l'ONU. Pourtant, les forces spéciales reçoivent pour mission de freiner l'avancée des forces tutsies et ensuite de les stopper. L'opération Turquoise est dotée d'une force de feu impressionnante, incluant des avions, ce qui ne va pas nécessairement dans le sens du mandat de l'ONU.

22 juin 1994
Un temps, l'armée française avait même envisagée « une opération coup de poing - comme en 1990 pour stopper le FPR et épauler les FAR.»

2013
Pour le colonel Tauzin, l'opération Turquoise est surtout *une opération à but publicitaire*. L'objectif est de réaliser une *contre-offensive psychologique*, qui est un peu *le baroud d'honneur de la France au Rwanda*.<sup>6</sup>

1994
*Durant les dix premiers jours de l'opération Turquoise, un flou politique sur les buts réels a flotté.*

## Revue Raid, 1994 L'ARMÉE FRANÇAISE COMBAT LE FPR, 22 JUILLET — 22 JUILLET 1994

1994
*Le FPR va être très surpris [car Gikongoro sera] un Austerlitz.*

1994
*Nous tirons sur le FPR sans problèmes*.<sup>2</sup>

17 juillet 1994
Près de Kibuye, les artilleurs français entrent en action : *Et un coup heureux tombera droit sur un groupes de rebelles. […] Dix-neuf combattants tués, c'est beaucoup pour le mouvement tutsi, soucieux de la vie de ses hommes*.<sup>3</sup>

1994
Revue Raids, 1994

4 juillet 1994
Butare et Kigali tombent aux mains du FPR. La France crée une « zone humanitaire sûre » dans le sud-ouest, à Kibuye, Gikongoro, Gyangugu.

4 juillet 1944
Après la chute de Butare et Kigali, l'ordre a été donné d'arrêter l'avancée du FPR à Gikongoro : *Mais s'il [le FPR] veut continuer sa progression vers l'ouest, il trouvera désormais les troupes françaises devant lui. L'ordre a été donné, lundi 2 juillet, 83 en début d'après-midi, aux soldats du colonel Thibaut, postés à Gikongoro: «On ne passe plus, résume le colonel. Si le FPR vient et menace les populations, nous tirerons sur le FPR.» Une jeep française est postée dans le virage, situé à 28 kilomètres de Butaré. Équipée de missiles*

1994

Ils ont de la nourriture, des lances, des pierres et une bonne organisation.

13 mai 1994
Les Tutsis sont presque tous massacrés lors d'une violente attaque. Les dix milles survivant sont en petits groupes, afamés et poursuivis; beaucoup sont tués ou blessés.

26 juin 1994
À l'arrivée de l'opération Turquoise, certains Tutsis sont encore vivants et traqués chaque jour : des journalistes le signalent à des militaires français.

27 juin 1994
Le lieutenant colonel Jeran-Rémy Duval et ses hommes du des forces spéciales montent à Bisesero vérifier ce renseignement. Ils rencontrent un groupe de ces survivants ; à cette date, il en reste environs deux mille. Duval ne les aide pas, ne les évacue pas.

27 juin 1994
Les miliciens Hutus reviennent en force pour tuer les Tutsis.

27 juin 1994
Le capitaine de frégate Gillier et ses hommes stationnent à 5km de là et observent.

30 juin 1994
les secours arrivent pour soigner et évacuer les rescapés qui sont alors au nombre de 800.

27 juin 1994
Le capitaine Gillier explique au média qu'il s'agissait de civils infiltrés pour le compte du FPR, voire des combattants du FPR.

2005
Trois survivants portent plainte contre l'armée française pour complicité de génocide.

2005

1994

2 juillet 1994
Alain Juppé dans la tribune du journal Le Monde : Les millions de personnes déplacées dans la zone d'intervention de l'opération «Turquoise» sont épuisées, affamées, privées de toute assistance médicale ou sanitaire.<sup>8</sup>

1994

1994

1994

## LE MASSACRE DE BISESERO, 27 — 30 JUIN 1994

1994

27 juin 1994

2005
Des journalistes présents, et l'adjudant chef Prungnaud, témoignent que les militaires français ont bien vu à la jumelle qu'il s'agissait de civils pourchassés, et que même le 30 juin, Gillier n'est venu qu'à contre cœur. Les officiers français démentent.<sup>4</sup>

2006
*[Duval] dit qu'il a fait un compte-rendu mais personne ne l'a vu.[...] Si le colonel Rosier et si son équipe ne sont pas allés tout de suite à Bisesero, [c'est qu']ils n'ont rien su. […] J'ai encore dans mes archives, mes papiers, moi c'est le 30 ou le 31 que j'ai eu le compte rendu de Bisesero.*

29 juin 1994
*Il y a là une situation d'urgence qui débouchera sur une extermination si une structure humanitaire n'est pas rapidement mise en place ou tout au moins des moyens pour arrêter ces chasses à l'homme.*

2006
Compte-rendu du lieutenant-colonel Duval, le 29 juin 1994, archives militaires

27 août 1997
*Une fosse commune de 18 000 personnes a été découverte; 600 corps d'enfants ont été retrouvés dans une fosse septique. Nos interlocuteurs locaux soulignent avec indignation que c'est à côté de ces fosses communes que les militaires de l'opération Turquoise et des militaires de la Minuar procédaient au salut au drapeau.*

1997

1994

La Zone Humanitaire Sûre (ZHS)
À l'arrivée des Français, le GIR et les autorités locales les ont appelés à faire barrage au FPR. C'est pour cette raison que partout ils leur ont fait un accueil si chaleureux. Il n'était pas question pour les Français d'intervenir directement contre les troupes du FPR. Il s'agissait plutôt de soutenir discrètement mais efficacement leurs amis. Malheureusement, les Forces armées rwandaises sont en pleine déroute. Les dirigeants

4 juillet 1994
prise de contrôle de la capitale par le FPR. La RTLM est coupée mais reprendra une semaine plus tard grâce à un émetteur portatif. Mathieu Ngirumpatse remplace Habyarimana au pouvoir.

1994

1994
*antichar Milan, elle est garée un peu en retrait du barrage rwandais, mais sa présence consacre une sorte d'alliance objective entre les forces gouvernementales et les soldats de l'opération «Turquoise». Quelle que soit la raison humanitaire qui est donnée, la France a, de fait, choisi son camp. Elle s'écarte de la neutralité qu'elle tentait d'observer en secourant des populations indifférenciées, et, dans les faits, elle devient sur place une sorte de force d'interposition, mission que le général Lafourcade avait jusque-là réfutée.*<sup>5</sup>

1994

1994

5 juillet 1994
À Gikongoro, le commandement français est installé dans les maisons de l'association SOS Villages d'Enfants, désertées par ses occupants. Presque 100 militaires français sont installés dans les locaux d'une école secondaire, l'ACEPR, à droite quand on arrive de Butare. Les autres vont à l'école de Murambi. Mardi 5 juillet, Corine Lesnes constate que l'armée française installe, dans un collège en construction, un camp pour réfugiés et une base militaire avec de l'artillerie.

6 juillet 1994
Des paysans aident les paras à creuser des tranchées : *Mardi, aidés par des paysans, les parachutistes du 1er RPIMa creusaient des tranchées pour enfouir des batteries de missiles Milan et des mortiers de 60 mm.*

Témoignage de MM qui a travaillé à l'ACEPR<sup>1</sup> pour les Français

6 juillet 1994
Ces paysans sont probablement des tueurs qui ont participé au massacre de l'école de Murambi. Pourquoi les militaires français installent-ils une base militaire et un camp de réfugiés au même endroit? Pour mélanger l'humanitaire et le sécuritaire? Pour pouvoir accuser le FPR de bombarder les populations civiles s'il attaque? Voudrait-on utiliser les survivants du génocide comme bouclier humain qu'on ne ferait pas autrement.

1994

1997

1997

1994

Face à l'avancée du FPR, qui a pris Butare le 3 juillet et Kigali le 4, face à la débâcle des FAR, alors que le génocide des Tutsi est reconnu par le rapporteur spécial de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU, la France impose le 5 juillet une « zone humanitaire sûre » sans consultation du Conseil de sécurité.

1994

1994

1994
La France est accusée de soutenir la politique de la terre brûlée : *Avec amertume, la presse zairoise dénonce l'opération vidange» menée par l'ancien pouvoir rwandais avec le soutien de la France: il s'agit de ne laisser au FPR qu'une terre brûlée, vidée de ses citoyens, massacrés ou en fuite, un pays dévasté.*

1994
*C'est un pays vide que retrouvera le FPR.*

1994

1994

Corine Lesne (journaliste au journal le monde, qui visite l'endroit, ne dit pas un mot sur le massacre perpétré à cet endroit. Elle ne voit pas de traces de sang, pas de fosses communes, elle ne sent pas l'odeur des cadavres en décomposition. Aucun militaire français ne le lui a donc fait remarquer.

4 juillet
*A notre arrivée à Murambi, les murs et les plafonds étaient encore empreints des taches de sang.On avait essayé de les gratter, mais les traces étaient toujours là.*

1994

2 juillet 1994
*S'agissant de la protection des populations menacées, on ne peut se contenter des succès enregistrés dans les premiers jours. L'intervention française doit urgemment, tout en restant dans le cadre qu'elle s'est fixé, élargir son rayon d'action vers des zones particulièrement menacées. Elle doit aussi, pour que les populations soient réellement rassurées être en mesure de stabiliser les zones «à risques» par le maintien d'une présence destinée à jouer un rôle dissuasif.*

Alain Juppé, La responsabilité de tous, Le Monde, 2 juillet 1994,

Le flou du vocabulaire employé par les responsables français laisse croire que les militaires français vont protéger les survivants du génocide. Dans les faits, il s'agit de protéger de l'avancée du FPR les organisateurs du génocide et l'immense troupeau de gens qu'ils emmènent dans leur exode. À deux jours de la prise de Kigali et de Butare par le FPR, celui-ci constitue la menace dont il est question. Toute l'astuce du discours est de faire croire à quelques naïfs que l'on vient pour mettre un terme au génocide alors que dans les faits on va « stabiliser une zone » où vont pouvoir se mettre à l'abri du FPR tous les assassins.

1994

Semaine du 5 juillet 1994
*Les pauvres Tutsis, qui ne pouvaient même pas approcher du seuil de la porte d'entrée, n'avaient pas la possibilité d'aller puiser de l'eau. Certains ont été massacrés ou blessés à coups de machettes en essayant d'aller puiser de l'eau à la fontaine qui était tout juste à côté et aucune réaction de la part des militaires français.*

Communication de la survivante DG à l'auteur de la France au cœur du génocide Tutsi

Semaine du 5 juillet 1994

15 juillet 1994
Les États-Unis ne reconnaissent plus l'ancien gouvernement rwandais.

15 juillet 1994
*La quasi-totalité des personnalités politiques du gouvernement replié à Gisenyi est jugée responsable des massacres. […] Il n'existe pas de disposition prévoyant leur arrestation et leur jugement.*<sup>2</sup>

1994

1994
La France est accusée de soutenir la politique de la terre brûlée : *Avec amertume, la presse zairoise dénonce l'opération vidange» menée par l'ancien pouvoir rwandais avec le soutien de la France: il s'agit de ne laisser au FPR qu'une terre brûlée, vidée de ses citoyens, massacrés ou en fuite, un pays dévasté.*

1994
*C'est un pays vide que retrouvera le FPR.*

1994

1994

1994

1994

1994
Communication de la survivante DG à l'auteur de la France au cœur du génocide Tutsi

1994

Alain Juppé, La responsabilité de tous, Le Monde, 2 juillet 1994,

Le flou du vocabulaire employé par les responsables français laisse croire que les militaires français vont protéger les survivants du génocide. Dans les faits, il s'agit de protéger de l'avancée du FPR les organisateurs du génocide et l'immense troupeau de gens qu'ils emmènent dans leur exode. À deux jours de la prise de Kigali et de Butare par le FPR, celui-ci constitue la menace dont il est question. Toute l'astuce du discours est de faire croire à quelques naïfs que l'on vient pour mettre un terme au génocide alors que dans les faits on va « stabiliser une zone » où vont pouvoir se mettre à l'abri du FPR tous les assassins.

1994

Semaine du 5 juillet 1994
*Les pauvres Tutsis, qui ne pouvaient même pas approcher du seuil de la porte d'entrée, n'avaient pas la possibilité d'aller puiser de l'eau. Certains ont été massacrés ou blessés à coups de machettes en essayant d'aller puiser de l'eau à la fontaine qui était tout juste à côté et aucune réaction de la part des militaires français.*

Communication de la survivante DG à l'auteur de la France au cœur du génocide Tutsi

Semaine du 5 juillet 1994

15 juillet 1994
Les États-Unis ne reconnaissent plus l'ancien gouvernement rwandais.

15 juillet 1994
*La quasi-totalité des personnalités politiques du gouvernement replié à Gisenyi est jugée responsable des massacres. […] Il n'existe pas de disposition prévoyant leur arrestation et leur jugement.*<sup>2</sup>

1994

1994
La France est accusée de soutenir la politique de la terre brûlée : *Avec amertume, la presse zairoise dénonce l'opération vidange» menée par l'ancien pouvoir rwandais avec le soutien de la France: il s'agit de ne laisser au FPR qu'une terre brûlée, vidée de ses citoyens, massacrés ou en fuite, un pays dévasté.*

1994
*C'est un pays vide que retrouvera le FPR.*

1994

1994

1994

1994
*Les militaires français ne faisaient que profiter des femmes et des filles du camp, et vu la situation dans laquelle elles vivaient, celles-ci ne résistaient pas à céder leur corps pour avoir à manger pour elles et pour d'autres réfugiés voisins. Dans cette zone Turquoise, on y rencontre actuellement des enfants métis nés des militaires français même si leurs mamans ne livrent pas cette information facilement.*

1994
Communication de la survivante DG à l'auteur de la France au cœur du génocide Tutsi

1994

Les Français refusent de conduire les survivants du camp de Murambi en zone FPR.

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

16 juillet 1994
Les FAR sont en déroute. La Maison-Blanche annonce la fermeture de l'ambassade rwandaise aux États-Unis, l'expulsion de son personnel, des consultations auprès des membres du Conseil de sécurité de l'ONU dans le but de retirer son siège au Rwanda, et le blocage des avoirs financiers du Rwanda aux États-Unis.

1994

1994

Juillet 1994
Le général Lafourcade reconnaît qu'en juillet 1994, la majorité des responsables politiques impliqués dans le massacre a quitté le Rwanda et s'est exfiltrée au Zaïre au fur et à mesure de l'engagement et de la progression de l'opération Turquoise. Après le génocide, les génocidaires reconstituent leurs forces au Zaïre, ce qui a de lourdes conséquences dans la région.

1994

1994

Octobre 1994
Le document « Exactions en zone Turquoise », publié par la Mission d'information parlementaire, n'a pas un mot sur le massacre à l'école de Murambi et sur les fosses communes.

Semaine du 5 juillet 1994
Les militaires français construisent un terrain de volley-ball à 16 mètres des charniers.

Semaine du 5 juillet 1994
*Une autre chose est que les survivants trouvaient souvent leurs bourreaux dans le camp et ils allaient se plaindre devant les militaires français. Ceux-ci les arrêtaient sous prétexte qu'ils allaient les punir, mais on a appris par après qu'ils avaient été libérés sans condition. Ils ne les gardaient pas dans leur office et on ne sait pas où ils les mettaient. Ils se sont réfugiés au Congo.*

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

<sup>[1]</sup> ACEPR: Association pour la contribution à l'éducation et au perfectionnement au Rwanda

<sup>[2]</sup> Ministère d'Alain Juppé. Non seulement en tant que signataire de la Convention, la France se devait d'arrêter les présumés coupables pour

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

L'organisation humanitaire française Action internationale contre la faim déclare que la radio RTLM a provoqué une hystérie générale parmi la population.

19 juillet 1994

La population est poussée dans la région de Goma, sous des volcans, dont l'un est en éruption. Il était connu que le choléra y était une maladie endémique. L'armée française ne pouvait ignorer ces faits puisqu'elle avait sa base principale à l'aéroport de Goma et que les volcanologues français connaissent très bien la région. Ils savent que la seule ressource en eau est celle du lac Kivu, puisque le sol est fait de lave et que dans certaines vallées encaissées au nord de Goma, où on a parké des réfugiés, il y a des émanations de gaz dangereuses.

Début Juillet 1994

Non seulement les Français n'empêchent pas cet exode organisé par le gouvernement intérimaire, mais laissent les tueurs continuer à garder la mainmise sur cette population qu'ils entraînent en otage dans leur fuite. Il faut remarquer cependant que la ZHS a effectivement permis de fixer des populations au Rwanda dans des camps. Ces camps où les gens vivaient dans des conditions extrêmement précaires ont été dirigés par les anciens administrateurs rwandais et les tueurs y faisaient régner la terreur afin d'empêcher les gens de rentrer chez eux. Dans un premier temps, ils encouragent l'exode vers la zone qu'ils contrôlent, puis, en juillet, vers le Zaïre. Si, en août, la fuite vers le Zaïre est moindre, c'est parce que des camps ont été constitués dans la zone Turquoise avec des cadres du génocide et de nombreux Interahamwe. Ces camps resteront des poudrières après le génocide. La politique de la France a été de faire le vide devant le FPR.

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

1994

